

COALITION POUR L'ÉQUITÉ FISCALE ENVERS LES PME

Le 26 mars 2018

M. Bill Morneau
Ministre des Finances
Ministère des Finances Canada
90, rue Elgin
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Objet : Observations de la Coalition pour l'équité fiscale envers les PME au sujet des nouvelles règles sur les placements passifs

Monsieur le Ministre,

Nous vous écrivons au nom de la Coalition pour l'équité fiscale envers les PME. Ensemble, nous représentons plusieurs centaines de milliers de propriétaires d'entreprise, de professionnels et de contribuables de tous les secteurs économiques et de toutes les régions du pays, qui emploient plusieurs millions de travailleurs. Nous tenons à vous faire part de nos inquiétudes quant aux nouvelles règles sur les revenus de placements passifs annoncées dans le budget fédéral 2018.

Tout d'abord, nous remercions votre gouvernement de s'être efforcé d'écouter les PME et de commencer à répondre à certaines de leurs principales préoccupations concernant les règles sur les revenus de placements passifs.

Il est vrai que des progrès ont été réalisés depuis le dépôt des propositions originales en septembre dernier. Toutefois, certaines nouvelles règles sur les revenus de placements passifs continuent de nous inquiéter. Nous espérons que le gouvernement tiendra compte de nos préoccupations avant de présenter un projet de loi devant la Chambre des communes.

Selon les règles proposées, à partir de 2019, l'accès à la déduction accordée aux petites entreprises sera restreint pour celles dont les revenus de placements passifs annuels excèdent 50 000 \$, et il sera totalement supprimé lorsque ces revenus sont supérieurs à 150 000 \$. Par conséquent, les propriétaires d'entreprises exploitées activement qui ont plus de 150 000 \$ de revenus de placements passifs seront assujettis au taux général d'imposition.

La nouvelle approche préconisée par le gouvernement est certes un peu plus simple que celle proposée précédemment, mais elle pénalisera injustement les propriétaires de PME qui comptent sur les placements passifs pour économiser en cas de coups durs, acheter de l'immobilier ou faire des investissements futurs dans leur entreprise. La portée des mesures fiscales proposées sera probablement plus vaste que n'a anticipé le gouvernement fédéral.

Les propositions antérieures indiquaient que les placements passifs existants seraient tous exonérés. D'après ce que nous comprenons, les nouvelles mesures fiscales ne devraient pas modifier l'imposition des placements passifs en tant que tels. Elle nuira aux propriétaires de PME qui ont déjà fait d'importants placements passifs, car leurs revenus actifs ne seront plus imposés au taux réduit. Les

nouvelles propositions comportant un important élément rétroactif puisqu'à l'avenir, des décisions prises par le passé entraîneront des factures d'impôt plus lourdes.

De nombreux membres de la Coalition commencent à avoir vent des vives inquiétudes de propriétaires de PME quant aux nouvelles propositions, en particulier à cause de cet élément rétroactif. Bon nombre de chefs de PME vous ont pris au mot lorsque vous avez dit que leurs placements passifs passés ne nuiraient pas à l'avenir de leur entreprise.

Nous vous demandons expressément de ne pas pénaliser les propriétaires d'entreprise en raison de placements passifs qu'ils ont accumulés légalement au fil des dernières décennies. Vous devez ainsi garantir que ces placements seront dorénavant exclus du calcul des nouveaux impôts. Nous avons à cœur de collaborer avec le ministère des Finances pour trouver des solutions les plus simples possible, tant pour le gouvernement que pour les entreprises contribuables. Nous conseillons vivement au gouvernement d'indexer les limites d'exonération de 50 000 \$ et de 150 000 \$ sur l'inflation pour éviter que les revenus de placements passifs des chefs de PME soient imposés au taux supérieur.

D'autre part, nous vous faisons remarquer que les propriétaires de PME continuent de s'inquiéter des nouvelles règles sur le fractionnement du revenu qui les prennent au dépourvu. Ce problème n'étant pas résolu, nous conseillons à votre gouvernement d'envisager des modifications. Après un examen du récent rapport du directeur parlementaire du budget, il apparaît évident que la portée des nouvelles règles n'est pas bien connue des instances gouvernementales et des contribuables. Ce rapport indique, par ailleurs, que l'augmentation potentielle de l'impôt des petites entreprises familiales pourrait être bien plus importante que ne l'estimait le gouvernement.

N'oublions pas qu'à cela s'ajoute le climat d'incertitude qui règne sur les propriétaires de PME en raison de la lente renégociation de l'ALÉNA et de l'importante réforme fiscale américaine qui mettent en doute la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale. Nous pressons ainsi le gouvernement à poursuivre sa recherche de solutions qui n'empêchent pas les PME de croître et de prospérer.

En bref, nous recommandons les mesures suivantes à votre gouvernement :

1. Effectuer immédiatement une analyse des impacts économiques des modifications fiscales proposées et attendre que cette analyse soit terminée pour mettre en œuvre tout changement.
2. Au sujet du **fractionnement du revenu** :
 - Reporter la mise en œuvre des changements envisagés au 1^{er} janvier 2019, à tout le moins.
 - Faire en sorte que les nouvelles règles sur le fractionnement du revenu prévoient, au minimum, une exemption complète des revenus et des dividendes du conjoint.
3. Au sujet des **placements passifs** :
 - Renoncer aux règles proposées concernant l'impôt sur les revenus de placements passifs.
 - Si le gouvernement va de l'avant avec ses propositions, il doit exclure les placements passifs existants lorsqu'il déterminera l'admissibilité au taux d'impôt réduit des petites entreprises.
 - Indexer les seuils d'exemption de 50 000 \$ et 150 000 \$ en fonction de l'inflation.

4. Faire un examen approfondi du régime canadien de l'impôt sur le revenu afin de le simplifier pour aider les propriétaires de PME à mieux comprendre les incidences fiscales des décisions majeures qu'ils envisagent de prendre pour leur entreprise.

N'hésitez pas à contacter l'un des groupes ou l'une des associations soussignées si vous avez besoin de renseignements complémentaires.

Demeurant engagés à collaborer avec vous à l'avancement de ce dossier, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.



Greg Pollock
Président et chef de la direction, Advocis
Association des conseillers en finances du Canada



13 000 membres



Luc Bélanger
Chef de la direction,
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec




John D. Gamble, CET, P.Eng.
Président et chef de la direction
Association des firmes d'ingénieurs-conseils




Alan Rowell, MFA, DFA-Tax
Services Specialist
Directeur, Association of Tax and Accounting Professionals



195 membres



Caroline De Guire, M.Sc.
Écon.
Chef de la direction,
Association québécoise des informaticiennes et informaticiens indépendants



1 500 membres



Jean Thiffault
Président
Association québécoise des pharmaciens propriétaires




Robert Laing
Chef de la direction,
British Columbia Real Estate Association




John Reid
Chef de la direction,
Alliance canadienne pour les technologies avancées





Mary Blair
Directrice générale
Association canadienne des
conseillers en management



2 500 membres



Dr. Emil Lee
Président,
Association canadienne des
radiologistes



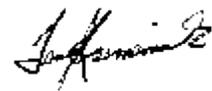
2 182 membres



Kerry Simmons, Q.C.
Président,
Association du Barreau
canadien



36 000 membres



Terry Kremeniuk
Directeur exécutif
Association canadienne du
bison



550 membres



Dr. Larry Levin
Président
Association dentaire
canadienne




Dan Kelly
Président et chef de la
direction,
Fédération canadienne de
l'entreprise indépendante



110 000 membres



John Dickie,
Président de la Fédération
canadienne des associations
de propriétaires
immobiliers



11 200 propriétaires de
location, gestionnaires de
location et fournisseurs de
l'industrie de la location



Lorraine McLachlan
Président et chef de la
direction, Canadian
Franchise Association



Canadian Franchise
Association™
750 membres corporatifs
représentant plus de 40 000
franchisés



Kevin Lee
Chef de la direction,
Association canadienne des
constructeurs d'habitations



8 500 membres



Keith Costello, BADM, MBA-
Strategy
Président et chef de la
direction
Institut canadien de
planification financière



8 000 membres



Ralph Suppa, CAE
Président et directeur
général,
L'Institut canadien de
plomberie et de chauffage



260 membres



Edward Whalen, P.Eng.
Président et chef de la
direction,
Institut canadien de la
construction en acier



Christopher White
Président et chef de la
direction,
Conseil des viandes du
Canada



CANADIAN MEAT COUNCIL
CONSEIL DES VIANDES DU CANADA
52 membres réguliers and
over 92 membres associés

John Ross
Directeur exécutif,
Conseil canadien du porc



Canadian Pork Council
Conseil canadien du porc
7 000 producteurs

Dr. Troye McPherson
Président,
Association canadienne des
médecins vétérinaires



6 665 membres

Dr. Laurent Marcoux
Président
Association médicale
canadienne



85 943 membres

Gary Simonsen
Chef de la direction,
Association canadienne de
l'immeuble



122 000 courtiers
immobiliers

Kevin Wong, CAE, MBA
Directeur exécutif,
Canadian Water Quality
Coalition



208 membres

Samantha Gale
Directrice exécutive,
Association des courtiers
hypothécaires du Canada



5 000 membres

Bob Brunet, CAE, BComm
Directeur exécutif,
Association canadienne des
entrepreneurs en
couverture



400 membres

Sean Hu
Directeur exécutif,
Chinese Business Chamber
of Canada



1 300 membres

Perry Eisenschmid
Chef de la direction,
Association des
pharmaciens du Canada



Aaron Wudrick, Federal
Directeur,
Fédération canadienne des
contribuables



123 000 supporters

James Swan, MD, FRCPC
Coalition of Ontario
Doctors



2 450 membres



Guy Legault
Président,
Conference for Advanced
Life Underwriting



670 membres



Léopold Turgeon
Président et directeur
général
Conseil québécois du
commerce de détail



5 800 membres



Jeff Koller
Directeur exécutif
Electrical Contractors
Association of Ontario



ELECTRICAL
CONTRACTORS
ASSOCIATION OF
ONTARIO



Bill Brushett
Président et chef de la
direction,
Family Enterprise Xchange



Fédération des chambres de
commerce du Québec



fccq | Fédération des chambres
de commerce du Québec

139 chambres et
50 000 entreprises



Sandra Kegie
Directrice exécutive,
Fédération des courtiers en
fonds mutuels




Jaye Hooper
Président du conseil
d'administration,
Fédération des associations
du barreau de l'Ontario



8 500 membres



Mark Brock
Président du conseil
d'administration,
Grain Farmers of Ontario



28 000 membres



Jeff Nielsen
Président,
Les Producteurs de grains
du Canada



50 000 membres



Iain J.S. Black
Président et chef de la
direction
Greater Vancouver Board of
Trade



5 200 membres



Warren Heeley
Président
Heating, Refrigeration and
Air Conditioning Institute
of Canada



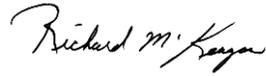

Nancy Allan
Directrice exécutive
Courtiers indépendants en
sécurité financière du
Canada



3 500 membres



Jeff Wachman
Président
Institute of Advanced
Financial Planners

Richard McKeagan
Chef de la direction,
Association des
entrepreneurs en
mécanique du Canada




Terrance Oakey
Président
Merit Canada




Mark Prieditis, MD, FRCPC
Président,
Association des
radiologistes de l'Ontario




Dr. Shawn Whatley
Président,
Ontario Medical Association



43 493 membres



Ettore Cardarelli
Président,
Ontario Real Estate
Association




Tony Elenis
Président et chef de la
direction,
Ontario Restaurant Hotel
and Motel Association



11 000 membres



Doug Bedard, Président du
conseil d'administration



Georgina Blanas, Directrice
exécutive
Private Capital Markets
Association of Canada



500 membres



Sean Reid
Vice-président
Progressive Contractors
Association of Canada



180 membres



Grace Sammut
Directrice exécutive,
Resorts of Ontario




Shanna Munro
Présidente et chef de la
direction
Restaurants Canada



The voice of foodservice | La voix des services alimentaires
30 000 membres



Shane Jahnke
Saskatchewan Stock
Growers Association



SASKACHEWAN
STOCK GROWERS
Association
600 membres



Levi Wood
Président, Western
Canadian Wheat Growers
Association



John Schmeiser
Chef de la direction
Western Equipment Dealers
Association



800 membres

- c. c. Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada
M. Peter Julian, député néo-démocrate de New Westminster-Burnaby et porte-parole du NPD en matière de finances
M. Percy Mockler, sénateur et président du Comité sénatorial permanent des finances nationales
M. Pierre Poilievre, député conservateur de Nepean-Carleton et ministre du cabinet fantôme responsable des Finances et de la Commission de la capitale nationale
M. Wayne Easter, député libéral de Malpeque, président du Comité permanent des finances